




EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Envoyé en préfecture le 04/03/2021
Reçu en préfecture le 04/03/2021
Affiché le 
ID : 069-216902726-20210302-2021_03_030-DE

Nombre de Conseillers

- en exercice :	27
- présents :	24
- pouvoirs :	3
- abstention :	1
- votants :	26
- pour :	21
- contre :	5

Le **mardi 2 mars deux mil vingt -et-un à dix-neuf-heures**, le Conseil Municipal de la Commune de COMMUNAY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, en salle des fêtes de Communay, sous la présidence de **Monsieur Jean-Philippe CHONÉ, Maire**.

Date de convocation du Conseil Municipal : 24 février 2021

Date d'affichage de la délibération :

Date de transmission en Préfecture du Rhône : 04 mars 2021

N° 2021/03/030

**OBJET : Évolution du PLU-
Secteur du Sillon -
Modification simplifiée n°
1 - modalités de mise à
disposition du public**

PRESENTS : M^{mes} et MM. Jean-Philippe CHONÉ, Patrice BERTRAND, Sylvie ALBANI, Pierre THOMASSOT, Christelle REMY, Roland DEMARS, France REBOUILLAT, Christian GAMET, Dominique BARJON, Jacques ORSET, Laura BERNARD, Odile ADRIAN-LEROY, Sophie BIBOLLET-JUSTE, Yvan PATIN, Laurence ECHAVIDRE, Isabelle JANIN ; Caroline FLECK ; Karim BOUKADOUR, Magali CHOMER, Franck COUGOULAT, Martine JAMES, Julien MERCURIO, Samir BOUKELMOUNE, Louis DELON.

POUVOIRS : De M. Gérard SIBOURD à M. Patrice BERTRAND
De M. Stève DALMASSO à M. Karim BOUKADOUR
De Mme Emily JAMES à M. Julien MERCURIO

SECRETAIRE DE SEANCE : M^{me} France REBOUILLAT

En vertu de l'article L.2121-17 du Code général des collectivités territoriales, le quorum étant atteint, le Conseil Municipal a pu valablement délibérer

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée l'information faite en séance du conseil municipal le 2 février 2021, quant à l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du plan local d'urbanisme dans le cadre juridique défini par les articles L.536-36 à L.153-48 du Code de l'Urbanisme.

Monsieur le Maire indique alors à l'assemblée que la procédure a, depuis, été prescrite par arrêté municipal n° 01/URBA/2021 en date du 3 février 2021, acte rendu exécutoire le 6 février 2021 par la prise des mesures de transmission et de publicité requises : transmission à Monsieur le Préfet du Rhône pour contrôle de légalité le 4 février 2021, affichage à l'entrée de la Mairie depuis le 5 février 2021 et insertion dans la rubrique « Avis administratifs » du Progrès le 6 février 2021.

Monsieur le Maire rappelle alors que cette modification est rendue nécessaire pour permettre la réalisation d'un programme mixte de construction comprenant des locaux en rez-de-chaussée à destination de commerces et services de proximité et des logements en étages.

Un tel projet confortera le tissu urbain en centralité de la Commune, dans le secteur dit « du Sillon » situé au Nord de la route de Marennes et à l'Ouest de la rue des Bonnières.

En cohérence avec le classement de ce secteur, le projet de modification simplifié n° 1 prévoit que la parcelle AE n° 204 soit rattachée à la zone contigüe dite zone centrale dense ancienne de centre-bourg (zone Ub) afin de disposer d'une hauteur majorée autorisant la construction limitée à 12 mètres au faitage ou au total du bâtiment, au lieu de la limite de 9 mètres au faitage qui lui est aujourd'hui applicable compte tenu de son classement en zone d'extension urbaine (zone Ud).

Ainsi la modification simplifiée n° 1 au plan local d'urbanisme de la Commune de Communay, a pour seul objet de modifier, pour les motifs exposés ci-dessus, le classement au document graphique du

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture du Rhône ;
- date de sa publication.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr »

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Règlement du plan local d'urbanisme opposable, de la parcelle cadastrée n° 069-216902726-20210302-2021_03_030-DE
l'intégrer à la zone centrale dense ancienne (Zone Ub).

Monsieur le Maire précise à l'assemblée que :

- la MRAe, Mission Régionale de l'Autorité environnementale sera saisie dans le cadre d'une demande d'examen au cas par cas afin de savoir si le projet de modification simplifiée du PLU est soumis ou non à Evaluation environnementale sur la base en particulier du CERFA complété sachant que la MRAe dispose d'un délai de deux mois pour rendre sa décision ;
- le projet de modification simplifiée sera adressée pour avis au Préfet et aux personnes publiques associées ;
- le projet de modification simplifié, ainsi que les avis reçus, feront l'objet d'une mise à disposition du public pendant un mois selon les modalités définies par la présente délibération du conseil municipal.

A l'effet de réaliser cette mise à disposition du public, Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'entériner les conditions suivantes :

- o le dossier de modification simplifiée du PLU sera mis à disposition du public en mairie durant une période d'un mois restant à déterminer, période pendant laquelle, seront tenus à la disposition du public à l'accueil de la Mairie, rue du Sillon à Communay (69360), aux heures d'ouverture au public soit du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00, et de 13h30 à 17h30 :
 - le dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU et les avis reçus des personnes publiques ;
 - un registre ouvert pour recueillir les observations du public sur le projet de modification simplifiée n° 1.
- o les observations du public peuvent être également formulées, en vue d'être insérées au registre, par écrit sur feuille libre déposée ou adressée en Mairie de Communay ou sur un registre dématérialisé librement accessible durant la même période, à l'adresse www.registre-dematerialise.fr
- o le dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU et les avis reçus des personnes publiques seront aussi consultables sur le site internet de la Mairie de Communay : www.communay.fr et sur la plateforme www.registre-dematerialise.fr

Monsieur le Maire ajoute enfin qu'à l'issue de la mise à disposition du public, le bilan de cette mise à disposition sera présenté devant le conseil municipal qui pourra procéder ensuite à l'adoption du projet de modification simplifiée par délibération, projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public.

Ces éléments exposés, Monsieur le Maire invite l'assemblée à définir comme proposé ci-avant, les modalités d'organisation de la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n° 1 du plan local d'urbanisme, étant précisé que ce temps particulier de la procédure devrait intervenir d'ici à la fin du mois de juin 2021.

Il est dès lors proposé au Conseil municipal de DÉCIDER :

Après avoir ouï l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré :

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 153-36 à L 153-48 ;

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture du Rhône ;
- date de sa publication.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr »

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Vu la délibération n° 14/09/2005/256 en date du 6 septembre 2005 approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la délibération n° 2012/02/017 en date du 29 février 2012 approuvant la révision simplifiée n° 01 du Plan Local d'urbanisme ;

Vu la délibération n° 2013/01/002 en date du 30 janvier 2013 prescrivant la révision générale du Plan Local d'urbanisme ;

Vu la délibération n° 2015/06/038 en date du 23 juin 2015 approuvant la modification n° 4 du Plan Local d'urbanisme ;

Vu la délibération n° 2015/09/086 en date du 8 septembre 2015 approuvant la modification n° 3 du Plan Local d'urbanisme ;

Vu la délibération n° 2015/12/115 en date du 15 décembre 2015 approuvant la révision simplifiée n° 2 du Plan Local d'urbanisme ;

Vu la délibération n° 2017/09/093 en date du 12 septembre 2017 approuvant la modification n° 2 du Plan Local d'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 24/2009 en date du 29 juillet 2009 portant mise à jour du plan local d'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 01/URBA/2018 en date du 29 janvier 2018 portant mise à jour du plan local d'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 01/URBA/2021 en date du 3 février 2021 prescrivant la modification simplifiée n° 1 du plan local d'urbanisme ;

Considérant l'information qui a été faite au Conseil municipal lors de sa séance du 2 février 2021, de l'intérêt communal de créer les conditions réglementaires utiles à la réalisation d'une opération mixte de construction comprenant des locaux en rez-de-chaussée à destination de commerces et services de proximité et des logements en étages, dans un secteur dit « du Sillon » délimité par les voies suivantes : Route de Marennes au Sud, Rue du Sillon à l'Ouest et Rue des Bonnières à l'Ouest, et par la parcelle AE n°207 au Nord.

Considérant que le secteur ainsi délimité ne dispose pas de la cohérence réglementaire en matière de droit à construction nécessaire à la réalisation d'un tel projet, en raison du classement en zone d'extension urbaine (Ud) au plan local d'urbanisme, de la parcelle cadastrée section AE n° 204 qui en relève, quand l'ensemble des autres parcelles du tènement sont classées en zone d'habitat dense (Ub) ;

Considérant le projet de modification simplifiée n° 1 et son exposé des motifs tels qu'annexés à la présente délibération ;

- de PRENDRE acte de la nécessité de modifier le document graphique du Règlement du plan local pour que la parcelle cadastrée section AE n° 204 classée en zone d'extension urbaine (zone Ud) soit rattachée à la zone centrale dense ancienne (zone Ub) dans le cadre d'une procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU ;
- de PRENDRE également acte de la prescription de cette procédure par arrêté municipal n° 01/URBA/2021 en date du 3 février 2021

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture du Rhône ;
- date de sa publication.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr »

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

- de DÉFINIR dans le cadre de la procédure ainsi prescrite, les modalités suivantes de mise à disposition du public à organiser dans le cadre de la procédure de modification simplifiée n° 1 du plan local d'urbanisme prescrite par l'arrêté n° 01/URBA/2021 susvisé :
 - le dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU sera mis à disposition du public en mairie pendant un mois durant une période à déterminer, période pendant laquelle, seront tenus à la disposition du public à l'accueil de la Mairie, rue du Sillon à Communay (69360), aux heures d'ouverture au public soit du lundi au vendredi de 8h30 à 12h, et de 13h30 à 17h30 :
 - le dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU et les avis reçus des personnes publiques ;
 - un registre ouvert pour recueillir les observations du public sur le projet de modification simplifiée n° 1.
 - les observations du public peuvent être également formulées, en vue d'être insérées au registre, par écrit sur feuille libre déposée ou adressée en Mairie de Communay ou sur un registre dématérialisé librement accessible durant la même période, à l'adresse www.registre-dematerialise.fr
 - le dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU et les avis reçus des personnes publiques seront aussi consultables sur le site internet de la Mairie de Communay : www.communay.fr et sur la plateforme www.registre-dematerialise.fr
- d'INDIQUER par ailleurs les éléments complémentaires suivants :
 - les observations du public seront enregistrées et conservées en mairie ;
 - la présente délibération fera l'objet, d'un affichage en mairie, huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public et pendant toute la durée de la mise à disposition ;
 - en outre, cette mise à disposition sera annoncée huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public par un avis publié dans la presse dans le Progrès, sur le site internet de la Commune www.communay.fr ;
 - affichage en sera fait à la porte de la Mairie, de façon visible en bordure des voies au droit de la parcelle AE n° 204 ;
 - mention en sera également faite sur les panneaux électroniques d'information.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal APPROUVE cette proposition par 21 voix POUR :

M^{mes} et MM. Jean-Philippe CHONÉ, Patrice BERTRAND, Sylvie ALBANI, Pierre THOMASSOT, Christelle REMY, Roland DEMARS, France REBOUILLAT, Christian GAMET, Dominique BARJON, Gérard SIBOURD, Jacques ORSET, Laura BERNARD, Odile ADRIAN-LEROY, Sophie BIBOLLET-JUSTE, Yvan PATIN, Laurence ECHAVIDRE; Isabelle JANIN, Caroline FLECK ; Stève DALMASSO, Karim BOUKADOUR, Franck COUGOULAT.

5 Membres de l'assemblée ont voté CONTRE :

M^{mes} et MM Martine JAMES, Julien MERCURIO, Samir BOUKELMOUNE, Emily JAMES, Louis DELON.

1 membre de l'assemblée s'est ABSTENU :

M^{me} Magali CHOMER

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Copie certifiée conforme et transmise à Monsieur le Préfet du Rhône.


Jean-Philippe CHONÉ,
Maire de COMMUNAY.

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture du Rhône ;
- date de sa publication.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr »

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.